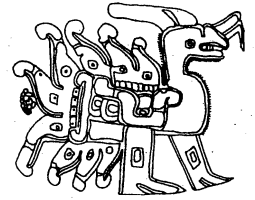




EL SALVADOR



D 2222 • Sv7
16-31 mai 1998

MOTS-CLEFS
Écologie
Indiens
Démographie
Développement
Marginalisation
Population
Spoliation

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

IL Y A URGENCE ÉCOLOGIQUE

El Salvador, ce pays d'Amérique centrale peuplé d'un peu moins de six millions d'habitants pour une superficie vingt-six fois inférieure à celle de la France, connaît la paix après douze ans de guerre civile, mais se trouve toujours confronté à de graves difficultés. Ce pays connaît un taux de violence particulièrement élevé. On parle moins de la gravité de la situation écologique. Pour comprendre la rupture des équilibres et la détérioration de l'environnement, il faut remonter au début de l'époque coloniale avec son cortège de spoliations et d'exploitations - aussi bien des terres que des hommes - et dont les effets se font toujours lourdement sentir.

C'est l'histoire de l'indigo, du café et plus tard du coton. Aujourd'hui, le danger vient de la surpopulation des villes, d'une industrialisation polluante, de l'emploi indiscriminé de pesticides, de la crise de l'eau, d'un processus continu d'érosion et de désertification, etc. Mener la lutte pour arrêter cette dégradation, déjà irréparable pour une part, est devenu un pari contre la montre. Une loi pour la protection de l'environnement est d'ailleurs en débat, loi jugée trop timide par les uns et attentatoire aux intérêts privés par les autres. L'article ci-dessous, signé par Ismael Moreno Coto sj, est paru dans Envio, décembre 1997 (Nicaragua).

*"Nous avons le droit de vivre dans un pays propre, avec des forêts luxuriantes, des rivières et des lacs limpides. Nous avons le droit de posséder des plages propres, un air pur, des eaux de mer poissonneuses et riches en coquillages. Nous avons le droit à l'espace et aux loisirs sains, au logement et au travail. Nous avons le droit de faire naître des enfants qui soient en bonne santé et heureux et d'avoir des petits enfants à qui laisser un pays salubre, juste et sage." C'est ce que demandait, voici déjà trois décennies, le **Credo des droits biologiques des Salvadoriens**, élaboré par le*

Département de biologie de l'Université d'El Salvador.

Une bombe à retardement

Ce petit pays, avec ses fils vagabonds et ingénieux capables de transformer n'importe quel espace de la planète où ils se trouvent en un lieu créatif et productif, capables de marcher, avec le sac à dos, du Rio Bravo jusqu'en Patagonie, du levant au couchant, ce petit pays qui, ces dernières décennies, s'est fait connaître du monde entier par sa lutte obstinée pour se convertir en un pays plus solidaire, *ce petit Poucet de l'Amérique* est aujourd'hui

une espèce continentale appréciée en voie de disparition. La "terre des richesses", le Cuscatlán de l'abondance d'antan, s'éteint et continue à s'éteindre comme s'éteint peu à peu la vie de la majorité de ses habitants. En 1977 déjà, les Salvadoriens préoccupés par l'avenir du pays dans une ambiance de conflits sociopolitiques croissants, étaient alarmés par le désastre de l'écosystème national. La conviction que la destruction du milieu ambiant était profondément liée au malaise social croissant des Salvadoriens commença alors à se faire jour.

SOMMAIRE

> **EL SALVADOR : Il y a urgence écologique (1-4)**

> **AMÉRIQUE LATINE : Enfants de la rue (9-10)**

> **BRÉSIL : Le travail des enfants (5-8)**

C'est à cette époque que certains affirmèrent que le pays avait atteint ses limites écologiques. En effet, l'exiguïté de son territoire, la densité élevée de sa population, la distribution inégale de la terre et la détérioration croissante de son environnement, autant de facteurs étroitement liés, se trouvaient déjà dans une situation alarmante. Cette réalité semblait contenir une bombe à retardement.

500 ans plus tôt...

Le déséquilibre écologique est né en même temps que beaucoup de nos maux : lors de la conquête espagnole, suivie de son inépuisable cohorte de rapines. Ce furent d'abord les *haciendas* des envahisseurs qui accaparèrent les terres des indigènes dans le nord du pays. Presque dans le même temps naquit la culture de l'indigo à grande échelle, notre premier produit d'exportation, qui transforma l'abondante population indigène en force de travail esclave. L'indigo s'installa dans les collines du nord, particulièrement dans les provinces de Chalatenango, Cabañas, San Vicente et Zacatecoluca. C'est pour son exploitation que les Espagnols puis les créoles organisèrent le déboisement à grande échelle des forêts voisines de celles du Honduras et du centre du pays. En 1783, El Salvador avait atteint le premier rang des pays exportateurs d'indigo d'Amérique centrale, mais au prix d'un coût écologique irréversible : les collines du nord étaient ravagées et l'érosion des terres ne cessa de se produire jusqu'à nos jours.

De l'indigo au café

La graine du profit était déjà semée à Cuscatlán, la "terre des richesses". Aux alentours de 1850, le prix de l'indigo s'effondra avec la découverte des colorants synthétiques. Le pays connut alors sa première grande convulsion économique, politique et sociale, inaugurant ainsi la chaîne de crises et de conflits qui culmineront dans la récente guerre civile qui vient de se terminer.

En 1833, les Indiens de la zone nord et centrale du pays, sous la direction d'Anastasio Aquino, réalisèrent d'im-

portants soulèvements pour protester contre la spoliation de leurs terres et la misère que provoquait le croissant sous-emploi causé par la crise commerciale de l'indigo.

Les révoltes indigènes et la crise de l'indigo poussèrent les créoles à rechercher une production alternative. La production de café commença donc en 1856. L'expansion de cette culture requit des mesures gouvernementales destinées à abolir le système de propriété communale et *ejidal* des indigènes. L'avalanche du café et les changements dans le système de propriété de la terre provoquèrent la destruction des forêts, en particulier celle des hautes terres volcaniques de la cordillère centrale, qui dépassent les 500 mètres au-dessus du niveau de la mer. En même temps, commençait le processus de concentration graduelle de la terre entre les mains de quelques familles puissantes, ce qui fit naître la légendaire structure des "quatorze familles".



L'érosion provoquée par la fièvre du café eut des conséquences plus graves que celles qu'avait provoqué l'indigo dans le nord car le déboisement affectait des surfaces plus inclinées. Les plantations de café s'étendirent très rapidement aux meilleures terres du pays. Par chance pour la nature, la culture du café a besoin d'ombre, ce qui évita que les meilleures terres nationales ne terminent au fond de la mer. Cette ombre nécessaire sauva le pays d'un désastre écologique prématuré. Mais elle ne put le sauver d'une autre catastrophe : la spoliation et le déplacement d'énormes contingents humains vers des bandes du territoire où les attendaient la pauvreté et la marginalisation.

1932 : le point de non retour

La convoitise structurelle était en action. Les variations et les déséquilibres concernant le prix international du café, après la dépression économique qui attaqua le système capitaliste mondial dans les premières décennies du siècle, poussèrent l'oligarchie salvadorienne à chercher des alternatives à la culture du café alors que les paysans commençaient à souffrir du chômage et se mobilisaient pour demander que leurs droits soient respectés.

Un siècle après le soulèvement d'Aquino et de ses valeureux *nonualcos*, se produisit le soulèvement paysan de 1932, étouffé dans le sang par le régime militaire du dictateur Maximiliano Hernández Martínez. C'est sur les cadavres de 30 000 Salvadoriens que fut inauguré le pouvoir des familles agro-exportatrices alliées aux militaires.

Coton et poison

Les événements de 1932 devaient asseoir les bases du futur écologique du pays. C'est alors que fut établi le contrôle absolu d'une minorité sur la terre, les eaux, la flore et la faune. Ce sont les programmes, les politiques, les visions et les agissements de cette puissante structure oligarchique et militaire à la fois, qui décidèrent de tout.

Dans les années 50, le coton s'affirma définitivement comme la culture alternative ou complémentaire du café. Les dernières forêts des côtes salvadoriennes du Pacifique, au sud, furent rasées. La culture du coton exigeait de grandes quantités d'insecticides, qui accélérèrent la destruction de l'écosystème, altérant dramatiquement le contrôle biologique naturel de la côte, provoquant l'intoxication de centaines de personnes, la mort massive d'animaux domestiques et la disparition de la faune sylvestre ; de plus, l'empoisonnement des eaux de mer affecta gravement leur faune.

D'aussi brusques changements de l'écosystème de la côte sud se traduisirent par des effets directs sur la vie de la population qui habitait dans les zones cotonnières. Au lieu d'augmenter l'emploi, l'industrie du coton le

réduisit. La majorité travaillait juste pendant les trois ou quatre mois de la récolte. Et la plupart des gens s'étaient vus obligés de vendre leurs terres. Les déplacements furent inévitables et massifs. Les paysans allaient n'importe où, n'importe quel endroit valait mieux que de rester mourir de faim ou d'empoisonnement sur la terre qui les avaient vus naître.

Le cycle s'achève

Ces déplacements furent à l'origine d'un autre désastre écologique : la surpopulation des villes, et tout particulièrement des municipalités du Grand San Salvador, converties dès lors en zones marginales, expression structurelle d'un modèle d'exclusion.

C'est ainsi que s'acheva le cycle de la tragédie : né dans le nord, dans les collines de Chalatenango, Cabañas et San Vicente, il traversa les étroites vallées de la cordillère centrale, ravagea les côtes, pollua la mer - où s'étaient déjà effondrées des milliers de tonnes de la très riche terre de Cuscatlán -, et provoqua des concentrations massives de populations dans des taudis, des constructions précaires et les ravins de la capitale. Ce furent cinq siècles de désastres provoqués par les grands-pères et les pères de ceux qui aujourd'hui s'en lavent les mains en plantant symboliquement des arbres sur n'importe quelle avenue. Cinq siècles durant, la logique a toujours été la même : le maximum de profits dans le minimum de temps possible, sans une pensée pour l'avenir.

Des indicateurs dramatiques

Voici quelques indicateurs du désastre actuel :

- Un pays dont la densité de population en fait l'un des plus surpeuplés du monde avec, de surcroît, le moins d'espace territorial de tout le continent.
- Un pays qui occupe l'un des premiers rangs mondiaux dans l'emploi indiscriminé de pesticides affectant de manière permanente le milieu, et dans l'usage des engrais chimiques relativement à la surface cultivée.
- Un pays dont les trois quarts du territoire connaissent une sévère érosion - ce qui diminue drastiquement la pro-

ductivité de la terre. Certaines régions connaissent déjà un processus irréversible de désertification.

- Un pays dont plus de 60% des rivières sont "mortes", dont le niveau de pollution est élevé.
- Le pays qui, sur le continent, conserve le moins de forêts primitives, relativement à son territoire. Chaque année disparaissent 4 500 hectares de bois en raison de l'urbanisation et de l'exploitation des forêts à des fins commerciales. Moins de 60% du reboisement - 560 ha annuels - est couronné de succès. 67% du déboisement national s'est produit en à peine 40 ans. À ce rythme, d'ici 8 ans, toutes les forêts auront disparu, et d'ici 2020 toutes les nappes phréatiques auront été épuisées.



La crise de l'eau

Déforestation, pollution et érosion ont été durement ressenties par la population salvadorienne. L'émigration sans contrôle vers les centres urbains affectèrent des ressources aussi vitales que l'eau et l'air. Les déchets toxiques des usines, l'amoncellement des ordures et la prolifération de véhicules non conformes ont sévèrement pollué l'air et les eaux de la capitale.

Selon une publication écologiste du pays, les trois facteurs qui ont le plus contribué à la crise de l'eau sont les suivants :

- De dramatiques changements dans les modèles d'aménagement du territoire qui se traduisirent par une concentration de population, ainsi qu'une urbanisation anarchique et massive, surtout dans l'aire métropolitaine de San Salvador et ses environs.
- L'essor d'une économie urbaine basée sur l'industrie, le commerce et les services, et stimulée par l'abondance de devises et les politiques économiques des années 90.

- La crise de l'économie rurale depuis les années 80, avec, en conséquence, l'effondrement des modes de vie ruraux traditionnels et de nouvelles stratégies de survie pour les pauvres des campagnes.

Les nouvelles formes d'urbanisation n'ont eu d'autre plan que l'improvisation et la survie. Aujourd'hui, l'accélération de la construction et l'accroissement de la concentration de la population se produisent dans les dernières zones où la couverture forestière est significative - essentiellement des plantations de café à l'ombre -, ou proches d'elles. La disparition rapide de ces plantations qui ont la même fonction que des bois tropicaux dans la mesure où elles retiennent les eaux, limite sévèrement les sources d'eaux souterraines.

Des montagnes d'ordures

La zone du Grand San Salvador regroupe la population la plus sérieusement affectée par le désastre environnemental. Et l'anarchie de l'urbanisme contribue à aggraver la situation. Outre les graves problèmes de l'eau et la pollution industrielle, se pose la question des ordures. Les niveaux de déchets dépassent la capacité de ramassage dans tous les quartiers de la capitale. Un exemple : en 1995 à San Martín et Ciudad Delgado, deux communes très peuplées de l'aire métropolitaine, seuls 7 à 10% de tous les déchets produits ont été ramassés. Si l'on ajoute à cela que, sur les 160 000 véhicules environ qui circulent dans l'aire métropolitaine, à peu près 65 000 devraient être retirés de la circulation faute de réunir les conditions minimales de sécurité et d'hygiène, on peut conclure que San Salvador est sans doute la capitale la plus sale et la plus anarchique d'Amérique centrale.

L'industrie ou la vie

Un projet de loi sur l'environnement a été bloqué pendant une longue période. Cette loi devait servir à contrôler l'activité industrielle, contrôle que les patrons salvadoriens ont toujours rejeté obstinément. Les législateurs, très proches d'eux, ont eu recours à des mesures dilatoires et des arguties pour

en retarder l'approbation, prétextant que la loi devait promouvoir l'investissement industriel sans en augmenter exagérément les coûts et devait aussi harmoniser conservation du milieu ambiant et progrès industriel. Il est évident que le panorama dramatique de la détérioration de l'environnement ne rend pas possible un point d'équilibre ou une quelconque harmonie entre les deux. Il n'y a plus à délibérer : ce sont les industriels ou la vie.

Au point où nous en sommes, l'"équilibre" peut tourner à une catastrophe plus grande et plus rapide. Pour être justes, les lois sur l'environnement doivent inclure des mesures drastiques de contrôle sur l'industrie. L'industrie nationale, et tout particulièrement celle qui est installée dans le Grand San Salvador, demeure une source de pollution. Si les lois sur l'environnement mettent l'accent sur les intérêts des industriels - qui n'hésitent pas à empoisonner les eaux des dernières rivières en y jetant quotidiennement d'innombrables déchets chimiques -, la loi favorisera une catastrophe annoncée.

L'échec des barrages

En mars, l'hebdomadaire *Proceso*, édité par l'Université centraméricaine de San Salvador, analysa les résultats des barrages construits dans le pays ces dernières décennies. Il affirmait que, loin d'être une réponse efficace aux besoins en eau et en énergie des populations rurales, ils ont impliqué le déplacement massif de populations, la perte de terres productives et d'infrastructures et causèrent des dommages alarmants aux ressources naturelles. Les barrages et autres grands travaux d'infrastructure se font toujours sans que soit prises en compte les conséquences sur le milieu naturel.

Le pire de tous : l'Acelhuate

La rivière Acelhuate naît quelques mètres au sud du Parc zoologique national, à San Salvador. Elle a un

tracé nord-sud et débouche dans le Lempa. En chemin, elle ramasse tout ce qu'on jette sur son passage, tout au long de ses 62 kilomètres environ. Son bassin occupe à peine 3,5% du territoire national, mais plus de 30% des Salvadoriens y sont massés, quelques deux millions de personnes des municipalités de San Salvador, Cuscatlán et La Libertad. Population qui dépose chaque jour quelque 600 tonnes de déchets fécaux dans le lit de l'Acelhuate. Bien que son nom signifie en náhuatl "eau d'irrigation" et "rivière où abonde le lilas", voici de nombreuses années que l'Acelhuate a cessé d'être une rivière, puisque le débit de son eau n'est plus continu, pour devenir un égout alimenté massivement par des résidus industriels et d'énormes quantités de sédiments provenant de l'érosion due à l'urbanisation.

Des études réalisées ces dernières années concluent que dans aucune des rivières salvadoriennes ne coule plus d'eau potable. Leurs eaux peuvent tout au plus être considérées comme "médiocres" ou "mauvaises". Dans le cas de l'Acelhuate aucune classification n'est possible. Son cours recueille toute sorte de pourriture sauf de l'eau. Sur les 40 rivières étudiées par le Secrétariat à l'environnement en 1993, l'Acelhuate était la pire. D'après les experts, au moins un tiers de l'eau qu'utilisent les habitants du Grand San Salvador provient des réserves souterraines situées dans la zone d'influence de cet immonde qui est devenu "la rivière où abonde le lilas".

Selon le recensement de 1994, ce sont 255 industries qui produisent les déchets liquides déversés dans le lit de l'Acelhuate sans aucun traitement: soude caustique, détergents, résines, sulfures, chrome, tanins, phosphates, etc. La rivière reçoit en plus deux grands collecteurs d'eaux résiduelles, le premier, des communes orientales et le second, de San Salvador. Ces collecteurs, ainsi que 125 autres non

reconnus, y rejettent près de 15 barils de saletés à la seconde.

Le drame devient tragédie si l'on considère que, tout au long du cours nauséabond de l'Acelhuate, massés entre ses ravins, vit un nombre incalculable de gens entassés dans des taudis, cachés aux yeux de ceux qui circulent dans les avenues illuminées du Grand San Salvador. Dans le lit de cette rivière jouent des dizaines de milliers d'enfants, descendants des vaincus d'une longue histoire de désastres humains et écologiques.

Un pari contre la montre

Le long et croissant processus de destruction des forêts, l'érosion permanente des sols, l'alarmante pollution des eaux et de l'air, la disparition de nombreuses espèces animales et végétales, la baisse des rendements agricoles et les innombrables problèmes de santé dérivés des conditions écologiques négatives, font de l'écosystème salvadorien un désastre structurel présentant désormais plusieurs symptômes irréversibles.

Toute mesure prise par le gouvernement, le secteur privé ou la société en faveur du milieu ambiant est considérée aujourd'hui comme un pari contre la montre.

C'est en gardant clairement à l'esprit qu'il faut agir, mais qu'il est déjà trop tard, que pourront être mises en place des actions urgentes, profondes, radicales et audacieuses. Il ne s'agit pas de remonter le courant et de réparer ce qui a été détruit, mais si nous continuons dans la même logique et la même apathie, le gouffre paraît imminent. La révolution salvadorienne du XXIème siècle doit être une révolution écologique, capable d'arrêter le désastre et d'inverser le cours d'une trop longue histoire soumise à la recherche du profit.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

**Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18**